

[Texte]

The Chairman: Is it agreed, now that we have a quorum, that I present the Subcommittee's Report on Agenda and Procedure?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: I will read it.

(See *Minutes of Proceedings*)

• 1130

The Chairman: You all have received a copy. Could I have someone move the acceptance of this report?

Mr. Hurlburt: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: The next questioner is Mr. Clermont.

M. Clermont: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, vous venez de donner une information générale et d'indiquer une certaine somme de \$1,500 qui peut être donnée directement aux producteurs. Serait-il possible de faire une certaine publicité directement aux producteurs? Si, comme M. Lussier vient de nous le laisser entendre, il a modérément espoir de voir les autorités de la province de Québec participer aux nouvelles politiques... Parce qu'en fin de compte, les 55 millions de dollars c'est une perte de revenu, si je puis dire, pour les producteurs qui achetaient les grains de provende; 11 millions, par année, pendant cinq ans, c'est 55 millions. Et sans connaître la répartition je crois que la plus grosse perte a été encourue par les producteurs du Québec, parce que l'Ontario est un gros producteur de maïs. Cela veut dire que si les autorités de la province de Québec ne veulent pas participer à ce nouveau programme, monsieur le ministre, alors ce sont les producteurs qui vont en faire les frais! Est-ce qu'il ne serait pas possible, pour ce \$1,500 de communiquer directement avec chaque producteur par l'entremise de la Commission canadienne du lait.

Monsieur le ministre, vous avez l'adresse et la liste de ces producteurs? Par l'entremise de votre ministère ne serait-il pas possible de communiquer directement avec chaque producteur, et de l'informer des possibilités qu'il a de bénéficier d'une somme pouvant s'élever jusqu'à un maximum de \$1,500?

Mr. Whelan: Mr. Chairman and members of the Committee, the idea is to have a co-operative program between the provinces concerned and the federal government. We foresee this as the ideal situation but it has not been that. I could not agree more with the hon. member because of what he states, that the Quebec producers are being short-circuited because of the fact that their province refuses to go along with this kind of program. It took some negotiations and time to develop that kind of program with the Province of Ontario. But, as far as I am concerned, it is working very satisfactorily. Within a week, if there is no agreement with the Province of Quebec, we will go ahead with a direct federal producer type of program, and it will be at that time that we issue the publicity on the program for the producers in the Province of Quebec, because we do not think it is right to go ahead with a publicity program before all avenues of negotiations and consultation have been followed to the end before we take that action, because we are going to have to use more manpower to put this program into

[Traduction]

Le président: Puisque nous avons le quorum maintenant me permettez-vous de présenter le rapport du Sous-comité du programmes et de la procédure?

Des voix: D'accord.

Le président: Je vais le lire.

(Voir Procès-verbal)

Le président: Vous en avez tous reçu un exemplaire. Puis-je demander à quelqu'un de proposer l'acceptation de ce rapport?

M. Hurlburt: Je le propose.

La motion est adoptée.

Le président: Le suivant sur ma liste est M. Clermont.

Mr. Clermont: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, you have given us general information about an amount of \$1,500 which can be directly given to the producers. Could we not make the publicity directly among producers? If, as Mr. Lussier has told us, there is a moderate hope that the authorities of the Province of Quebec will take part to the new policies... because, at the end, the \$55 million is a loss of revenue for these producers who were buying feed grains. \$11 million a year during a period of five years amounts to \$55 million. Without knowing the distribution of it, I think the biggest loss has been for the Quebec producers because Ontario is an important producer of corn. This means that, if the Province of Quebec authorities do not want to take part in this program, Mr. Minister, then it is the producers, the farmers, who are going to suffer the loss. Would it not be possible to give directly to each producer the \$1,500 through the Canadian Dairy Commission?

Mr. Minister, you have a list and the address of everyone of these producers. So, your department could communicate directly with each one of them and tell him what his chances are of getting a sum which can amount to as much as \$1,500.

M. Whelan: Monsieur le président et messieurs les membres du Comité, nous voulions établir un programme de collaboration entre les provinces intéressées et le gouvernement fédéral. Nous avons conçu ce programme le croyant idéal en ce sens, mais cela n'a pas été le cas. Je suis pleinement d'accord avec l'honorable député pour admettre qu'on refuse aux producteurs du Québec cette somme du fait que leur province refuse d'accepter ce programme. Il a fallu un certain temps, des négociations pour établir ce programme dans le cas de la province de l'Ontario, mais, d'après moi, il fonctionne d'une façon satisfaisante. Si dans une semaine nous ne pouvons obtenir d'accord avec la province de Québec, nous irons de l'avant en établissant un programme fédéral d'aide directe au producteur et c'est alors que nous ferons la publicité auprès des producteurs dans la province de Québec, car nous ne pensons pas qu'il serait juste de lancer un programme de publicité avant que toutes les voies de négociations soient fermées, car il nous faudra de personnel supplémentaire pour